

OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Évaluation des coûts prévus de la sécurité aux sommets du G8 et du G20 de 2010

Ottawa, Canada

Le 23 juin 2010

www.parl.gc.ca/pbo-dpb

La *Loi sur le Parlement du Canada* donne au directeur parlementaire du budget (DPB) le mandat de fournir au Sénat et à la Chambre des communes, de façon indépendante, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et des tendances de l'économie nationale.

Principaux points :

- On a demandé au DPB d'évaluer le caractère raisonnable des coûts de la sécurité des prochains sommets du G8 et du G20 à Huntsville et Toronto.
- Le gouvernement du Canada a été relativement transparent, comparativement à d'autres pays, en ce qui concerne les coûts de la sécurité aux sommets. Le coût total de la sécurité pour les sommets du G8 et du G20 de 2010 est de 930 millions de dollars, soit 507 millions de dollars pour la GRC, 278 millions de dollars pour la Sécurité publique, 78 millions de dollars pour la Défense nationale et une réserve d'urgence de 55 millions de dollars.
- Le DPB a eu du mal à trouver des données comparables sur des sommets antérieurs, afin d'évaluer les coûts de la sécurité pour les sommets de 2010. Cette difficulté découle en grande partie de l'absence de la divulgation d'autres juridictions, des différences entre les facteurs clés et les inducteurs de coût de la sécurité aux sommets, et les écarts entre le financement de base et le financement supplémentaire.
- Les coûts estimés par agent de la GRC et par membre des Forces canadiennes pour les sommets de 2010 ont nettement augmenté depuis le Sommet du G8 de 2002 à Kananaskis. Le coût par agent de la GRC est également beaucoup plus élevé que le coût par membre des Forces canadiennes, et l'écart est inexplicé.
- En se fondant sur son hypothèse que les coûts sont répartis dans une proportion de 65/35 entre les deux sommets, le DPB ne croit pas que le coût de la sécurité pour le Sommet du G8 de 2010 à Huntsville est déraisonnable. Mais le DPB ne peut pas déterminer si les coûts totaux de la sécurité pour le Sommet du G20 de 2010 à Toronto sont raisonnables, faute de données comparables. Le Parlement pourrait souhaiter demander au gouvernement une analyse supplémentaire de l'écart concernant les coûts de la sécurité du Sommet du G20.

Préparé par : Peter Weltman *

* Veuillez communiquer avec Peter Weltman (courriel : weltmp@parl.gc.ca) pour plus de renseignements. L'auteur aimerait remercier Mark Booth et David Pinet pour leurs importants travaux de recherche afin de préparer la présente note d'information.

I. Contexte

Demande

Le 26 mai 2010, le député de Vancouver Kingsway, a demandé au directeur parlementaire du budget (DPB) d'effectuer une analyse du coût prévu des mesures de sécurité pour les prochains sommets du G8 et du G20 qui auront lieu respectivement à Huntsville et à Toronto, en Ontario. La demande indiquait que les coûts de sécurité semblaient avoir augmenté fortement dans une courte période et dépasseraient 1 milliard de dollars.

Portée et objectifs

Le DPB a entrepris cette analyse afin de donner aux parlementaires un cadre leur permettant d'évaluer le caractère raisonnable des coûts prévus de la sécurité reliés aux sommets du G8 et du G20 en juin 2010, ainsi qu'une évaluation de la transparence des coûts indiqués par le gouvernement au Parlement. Dans l'approche du DPB, des comparaisons ont été effectuées entre les coûts des sommets de 2010 et ceux de sommets antérieurs, ainsi qu'une comparaison de la divulgation des coûts des sommets par d'autres pays pour des sommets antérieurs.

Il est important de souligner que cette analyse ne présente pas de modèle d'établissement des coûts de la sécurité pour des sommets, pas plus qu'une analyse de l'optimisation des coûts. La présente note d'information vise à fournir une explication et une évaluation *de haut niveau* du caractère raisonnable des dépenses de sécurité prévues pour les sommets du G8 et du G20 au Canada. Il semblerait que la vérificatrice générale effectuera une vérification des dépenses après l'événement.

Coûts des services de police et de sécurité aux sommets du G8 et du G20

Les sommets du G8 et du G20 sont un rassemblement international des dirigeants des plus grands pays industrialisés de la planète. L'organisation de ces sommets a toujours été une entreprise très coûteuse. Les recherches du DPB révèlent que, compte tenu de l'inflation et des taux de change, les coûts totaux des sommets antérieurs organisés depuis septembre 2001 ont toujours été de l'ordre de centaines de millions de dollars, les coûts de la sécurité représentant environ 90 % de la facture totale.

Comparaison des coûts

L'approche du DPB pour évaluer le caractère raisonnable des coûts des sommets ressemble à celle qui est utilisée dans le secteur privé pour évaluer une entreprise ou un bien immobilier. Elle consiste à établir des bases de données comparables. Tout comme dans le contexte du secteur privé, il peut être très risqué d'évaluer le caractère raisonnable d'une dépense à l'aide de données non comparables.

Comparaisons trompeuses : coûts totaux et coûts partiels

Un chiffre souvent cité est que la ville de Pittsburgh a consacré 18 millions de dollars à la sécurité du Sommet du G20 de 2009. Durant les discussions avec des hauts fonctionnaires de Pittsburgh, le DPB a appris que ce montant comprenait le coût des heures supplémentaires de la police locale et d'État, ainsi que les salaires et les dépenses des forces de sécurité venant d'autres villes. Mais ce montant ne comprenait pas le déploiement de membres des Forces armées et de la Garde nationale, ni les préparatifs et le déploiement des grands services de renseignement (CIA, FBI, USSS), pas plus que les coûts assumés par d'autres organismes fédéraux, comme le département d'État et ses services de sécurité diplomatique, ou le département de la Sécurité intérieure, y compris les services secrets, la protection des frontières et la Garde côtière.

Il est extrêmement difficile d'effectuer une comparaison directe des coûts de la sécurité lors des sommets antérieurs. Les gouvernements hôtes ne communiquent normalement pas tous les coûts de la sécurité pour les sommets précédents¹. La recherche du DPB s'est fondée sur des données du domaine public ainsi que sur des discussions avec des hauts fonctionnaires et des experts de la sécurité au Canada et dans d'autres pays du G8. Ces recherches n'ont pas encore permis de dresser une liste complète et digne de foi des coûts de la sécurité pour les sommets antérieurs.

Coûts par fonction :

Lorsqu'il y a une forte coopération horizontale entre plusieurs ministères, les coûts de la sécurité comprennent les dépenses consacrées au déploiement militaire et la somme des dépenses entre les organisations du renseignement, de la sécurité, de police fédérale et locales, et de la protection des frontières.

Coûts d'exploitation et coûts en immobilisations :

Selon l'ampleur de l'infrastructure de sécurité existante dans la ville hôte, les pays doivent parfois engager des dépenses en immobilisations supplémentaires pour tenir un sommet. Ainsi, nous avons appris au cours d'une discussion avec un haut fonctionnaire, que la police provinciale de l'Ontario (OPP) n'avait pas de couverture radio bidirectionnelle suffisante à Huntsville, ce qui a nécessité la construction de tours radio supplémentaires et d'autres infrastructures de communication permanentes afin de répondre aux besoins de sécurité.

¹ Voir Kirton, John et. al., G8 and G20 Summit Costs, G8 and G20 Research Groups, Munk School for Global Affairs Université de Toronto.

Coûts de base ou coûts supplémentaires :

Les recherches du DPB indiquent que les pays dont les dépenses de sécurité sont plus élevées par rapport à leur population et à leur PIB ont tendance à avoir des coûts supplémentaires moins élevés lorsqu'ils sont les hôtes d'un sommet (voir le graphique A-1 pour notre analyse détaillée). Le gouvernement fédéral canadien a indiqué que les coûts prévus de la sécurité pour les sommets du G8 et du G20 s'ajoutent aux budgets de base des ministères et que les

ministères n'ont pas pu réaffecter des ressources à partir de leurs budgets existants². Les États-Unis ont une loi (Title 10) qui exige que le département de la Défense réaffecte une partie de son financement de base vers des activités telles que la sécurité lors de sommets. On sait moins de choses des coûts de la sécurité de base ou supplémentaires pour les sommets organisés dans d'autres pays.

Dépenses supplémentaires du Service secret américain pour les sommets du G8

Lors d'un appel avec un représentant du Service secret des États-Unis, le DPB a découvert l'importance du financement de base et du financement supplémentaire. Ce fonctionnaire a fait remarquer que les coûts supplémentaires, pour son agence, des mesures de sécurité au G20 de 2008 à Washington, n'ont pas dépassé 1 million de dollars américains. Ce montant peu élevé s'explique par le fait que le Service secret américain a un important budget de programme d'environ 1,7 milliards de dollars américains avec plus de 7 000 employés.

Sources : USSS; Department of Homeland Security Budget-In-Brief 2010

Inducteurs de coût

Nos discussions avec des experts de la sécurité et des hauts fonctionnaires nous ont permis de comprendre quelques-uns des principaux inducteurs de coût de la sécurité pour ces sommets. L'annexe B décrit les inducteurs de coût.

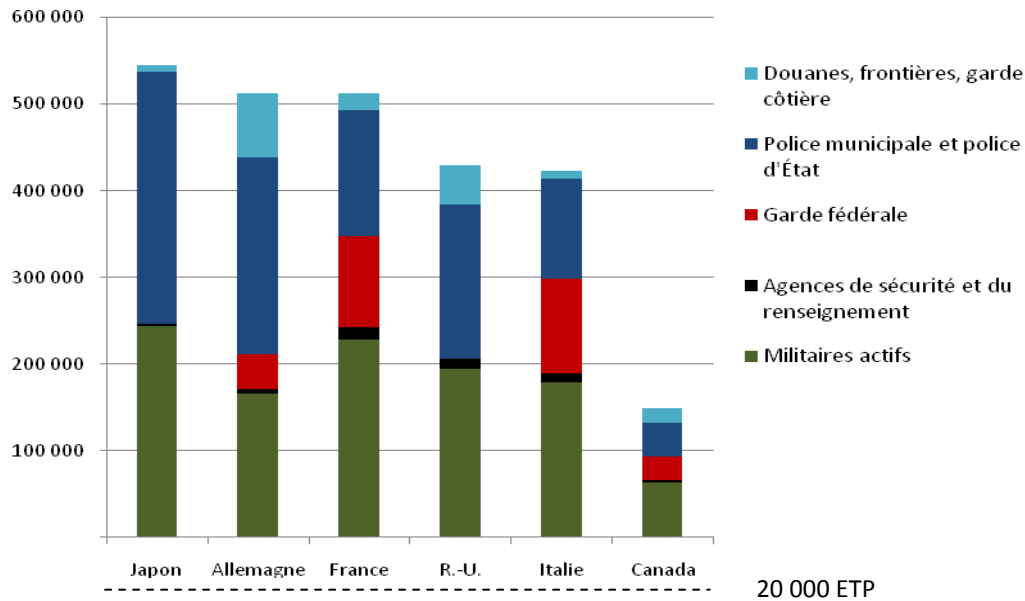
La recherche du DPB a révélé qu'un important inducteur de coût est la densité relative du personnel et du matériel de sécurité existants près du lieu du sommet. Sauf à quelques très rares endroits, les hôtes doivent importer du personnel d'ailleurs afin d'appuyer les mesures de sécurité à un sommet du G8 ou du G20. Selon la densité relative du personnel, les conséquences sur les coûts sont de trois types, soit dans l'ordre : le nombre de personnes nécessaires pour compléter les effectifs de sécurité locaux (déplacements, frais de séjour et hébergement), la distance moyenne que doit parcourir le personnel venu de l'extérieur et le nombre d'autres paliers avec qui il faut coordonner la sécurité.

² Extrait d'une lettre adressée à Kevin Page, directeur parlementaire du budget, par Wayne Wouters, greffier du Conseil privé, adressée le 18 juin 2010.

Graphique 1

Effectifs totaux affectés à la défense et à la sécurité – Pays du G8

(Personnel actif)



Source : Janes's Information Group; Bundazfinanzministerium, Germany; Bureau du directeur parlementaire du budget.

Nota : Les chiffres pour la Russie (1,85 million) et les États-Unis (2,68 millions) sont omis afin de ne pas fausser les échelles.

Les chiffres pour le personnel militaire ne comprennent pas la réserve. La structure de la défense varie d'un pays à l'autre; les rôles des douanes, des autorités des transports, de la police d'État, de la garde fédérale et des services secrets peuvent se chevaucher selon les définitions et les rôles.

Un déploiement typique pour un sommet de 20 000 membres des forces de sécurité représente de 3,7 à 4,7 % du personnel de sécurité disponible dans la plupart des pays du G8. Pour la Russie et les États-Unis, le pourcentage est nettement plus bas, à respectivement 1,1 et 0,7 %. Pour le Canada, ce déploiement représente cependant **13,4 %** de tout son personnel de défense et de sécurité disponible.

Une évaluation de la dispersion du personnel de sécurité (annexe A) illustre l'importante dispersion des forces de sécurité au Canada par rapport aux autres pays du G8, en raison de la dotation modérément faible par habitant et de l'étendue comparativement plus grande du Canada. Avec une superficie semblable à celle du Canada, les États-Unis comptent près du double de personnel de sécurité par habitant et une densité de 273 membres du personnel de sécurité au 1 000 km², comparativement à seulement 15 au Canada. À l'autre extrême, le Royaume-Uni compte 700 membres du personnel de sécurité par 100 000 habitants et une moyenne de 1 700 au 1 000 km². Comme à Washington, l'infrastructure de base dans la région métropolitaine suffira pour couvrir un sommet international et aura une expérience semblable en la matière.

II. Évaluation

Transparence

Le DPB a observé que le gouvernement du Canada a été relativement transparent en ce qui concerne les coûts « totaux » prévus de la sécurité aux sommets. Les recherches effectuées par le DPB dans l'information publique indiquent qu'aucun autre pays n'a fourni des renseignements aussi détaillés sur les coûts « totaux » de la sécurité pour des sommets.

Tableau 1

Dépenses totales de sécurité pour les sommets du G8 et du G20 de 2010

Ministère / Organisme	Estimation des coûts totaux
Gendarmerie royale du Canada	507 459 400 \$
Sécurité publique et Protection civile	278 310 228 \$
Défense nationale	77 570 000 \$
Service canadien du renseignement de sécurité	3 137 483 \$
Santé	2 266 619 \$
Agence des services frontaliers du Canada	1 180 070 \$
Transports	1 240 581 \$
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	399 399 \$
Agence de la santé publique du Canada	583 330 \$
Industrie	2 839 000 \$
Réserve d'urgence (Cadre budgétaire)	55 000 000 \$
TOTAL	929 986 110 \$

Sources : Bureau du Conseil privé du Canada

Nota : Les montants représentent les dépenses prévues pour les services de police et de sécurité.

Des questions de transparence se posent au sujet des détails. Par exemple, on ne sait pas encore comment la GRC dépensera son importante part de 475 millions de dollars dans les coûts supplémentaires. De même, SPPC versera plus de 275 millions de dollars de subventions et de contributions à des organismes provinciaux et municipaux, mais on ne sait pas quelle proportion ira à quels organismes.

Caractère raisonnable

Dans le but d'évaluer le caractère raisonnable des coûts de la sécurité, le DPB a calculé les coûts unitaires du personnel de sécurité déployé afin de s'en servir comme point de comparaison. Notre analyse a comparé les coûts unitaires de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, pour les sommets du G8 et du G20 de 2010 et le Sommet du G8 de 2002.

Tableau 2

Coûts unitaires de la GRC et des Forces canadiennes, G8 et G20 de 2010 comparativement au G8 de 2002 à Kananaskis

Ministère / Organisme	G8 et G20 de 2010			G8 de 2002 à Kananaskis		
	Coût	Unités*	Coût unitaire	Coût	Unités	Coûts unitaires
GRC	507 459 400 \$	5 000	101 492 \$	115 063 635 \$	4 500	25 570 \$
Défense nationale	77 570 000 \$	3 000	25 857 \$	51 885 000 \$	6 000	8 648 \$

Sources : Bureau du Conseil privé du Canada, Défense nationale.

*L'estimation du DPB est basée sur des consultations avec des experts en sécurité.

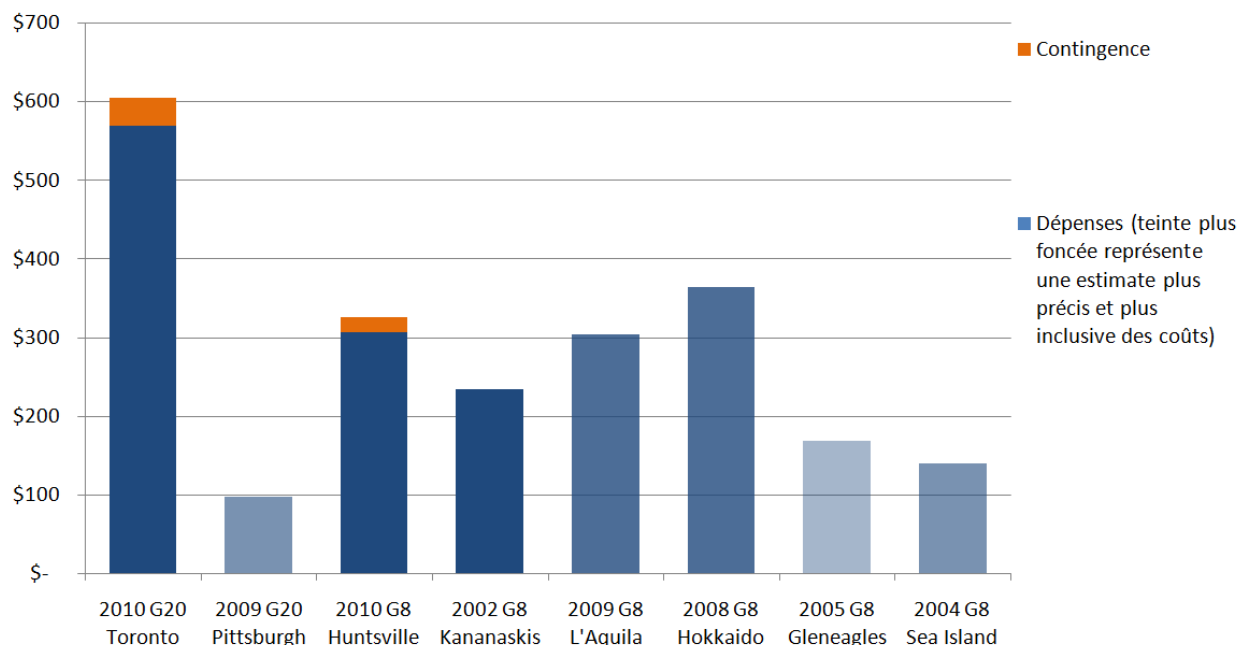
Nota : Tous les montants sont en dollars canadiens de 2010.

Les coûts unitaires sont des estimations étant donné que les dépenses totales du ministère ont été attribuées à des unités, ce qui signifie que les coûts unitaires comprennent les frais généraux du ministère.

Les dépenses totales pour la sécurité lors de sommets antérieurs sont un deuxième indicateur permettant de déterminer si les coûts de la sécurité sont raisonnables. Le DPB a trouvé plusieurs sommets comparables à ceux du G8 et du G20 de 2010. Ces sommets ont tous des inducteurs de coût particuliers et des sensibilités connexes, mais il est possible, à un niveau élevé, de comparer les coûts totaux de la sécurité entre divers sommets.

Graphique 2

Dépenses de sécurité de sommets du G8 et du G20 comparables



Source : Bureau du Conseil privé (G20 2010 Toronto, G8 2010 Huntsville, G8 2002 Kananaskis); Crumpton Group LLC (G20 2009 Pittsburgh, G8 2004 Sea Island); gouvernement de l'Italie, <www.g8italia2009.it> (G8 2009 L'Aquila); Nomura Research Institute Ltd. (G8 2008 Hokkaido); UK House of Commons Library Research Service (G8 2005 Gleneagles)

Nota : Tous les montants sont en dollars canadiens de 2010 – corrigés pour tenir compte du taux de change et de l'inflation. Les montants pour le G8 de 2010 à Toronto et le G20 de 2010 à Huntsville sont des dépenses prévues. Tous les autres montants sont des estimations des dépenses réelles.

Les montants pour le G20 de 2009 à Pittsburgh et le G8 de 2004 à Sea Island ne comprendraient pas (selon Crumpton Group) toutes les dépenses; ils ne comprennent pas l'achat et/ou la location de matériel neuf ni les frais de transport du matériel et du personnel.

Les montants pour le G8 de 2005 à Gleneagles ne comprennent pas les coûts des activités des militaires et des services nationaux de sécurité du renseignement.

III. Conclusion

Il est difficile de réunir de bonnes données comparables pour évaluer les coûts de la sécurité d'un sommet du G8 ou du G20 et il faut tenir compte de nombreux inducteurs de coût différents quand on tente de comparer les coûts d'un sommet d'un pays à l'autre.

À un niveau élevé, les recherches du DPB semblent indiquer que les coûts de la sécurité du sommet du G8 à Huntsville sont plus élevés que ceux des sommets du G8 à Kananaskis et Sea Island, mais très

comparables à ceux des sommets d'Hokkaido et d'Aquila. En raison de l'absence de données comparables, il n'est pas possible de comparer le sommet de Toronto à des réunions antérieures du G20.

L'affectation par ETP est un autre point de comparaison qui peut être utilisé pour déterminer si les coûts sont raisonnables. Les coûts unitaires de la GRC à Huntsville ont quadruplé et ils ont triplé pour les Forces canadiennes par rapport au sommet antérieur. Il ressort également de ces données que les coûts unitaires pour la GRC sont nettement plus élevés que pour les Forces canadiennes. Ces écarts sont importants et inexplicables, et une ventilation plus détaillée de l'affectation des fonds pourrait aider à les expliquer.

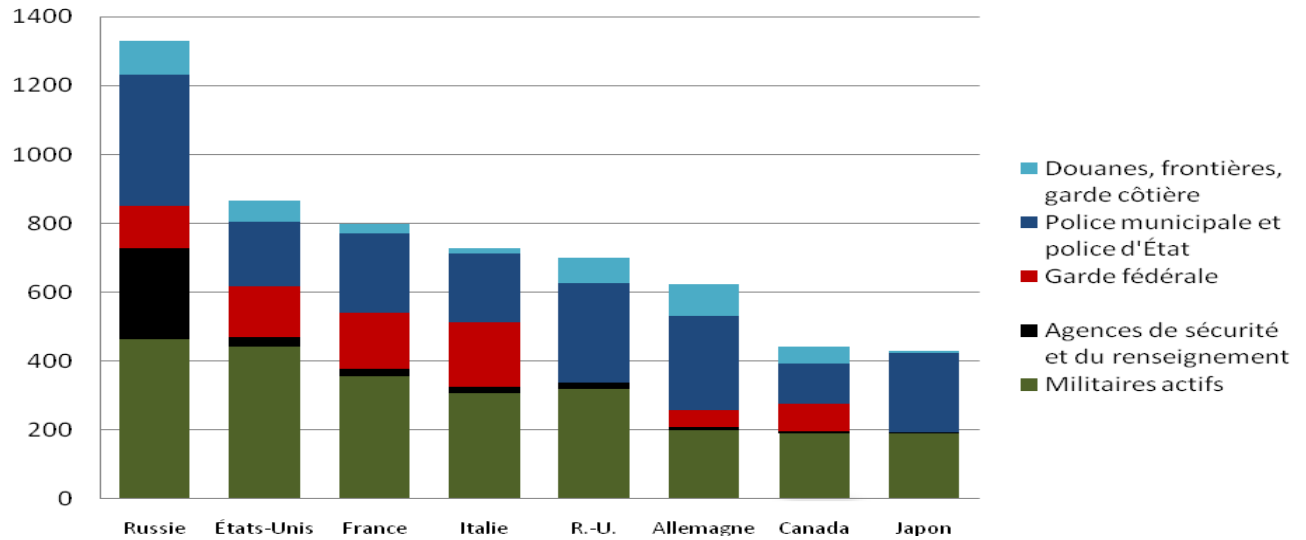
Enfin, les recherches du DPB montrent que les États-Unis ont une infrastructure de sécurité et de défense beaucoup plus grande que celle du Canada, et que le gouvernement américain organise tous les ans plusieurs événements spéciaux de sécurité nationale, dont le Super Bowl, le discours sur l'état de l'Union, l'Assemblée générale des Nations Unies et les réunions du FMI et de la Banque mondiale. Les États-Unis ont donc un important avantage de coût lorsqu'ils organisent des sommets du G8 ou du G20, parce que la plus grande partie du financement nécessaire pour ces événements provient de programmes existants. Des pays qui possèdent ces avantages ne sont pas de bons points de comparaison pour évaluer les coûts des sommets canadiens.

Annexe A : Densité et dispersion du personnel de sécurité dans les pays du G8

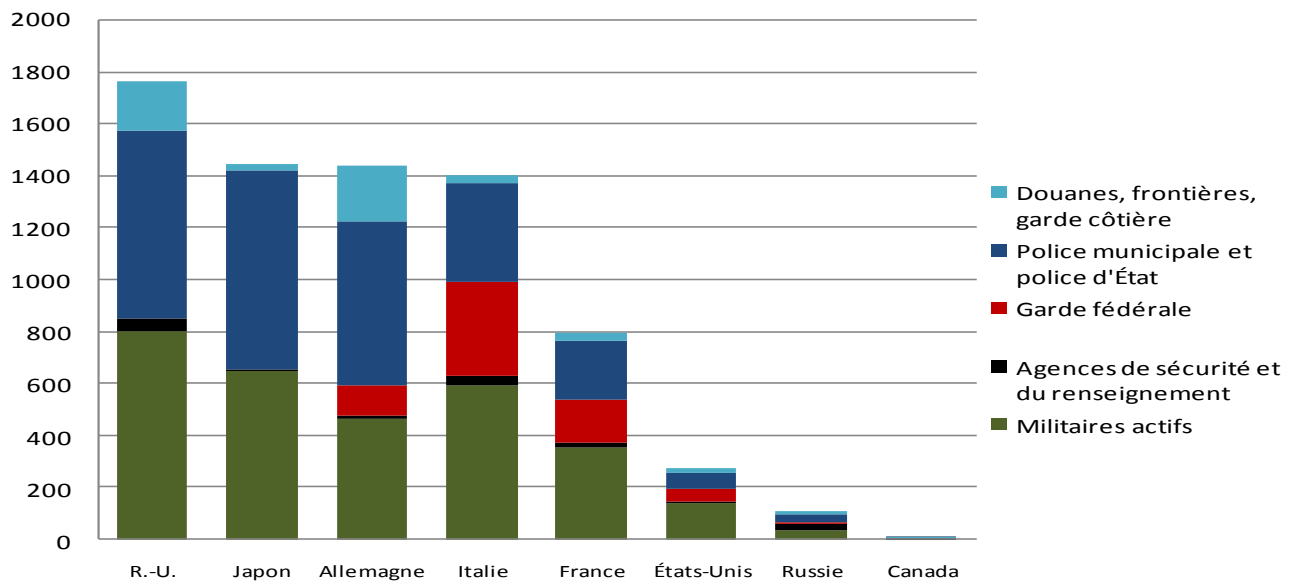
Graphique A-1

Personnel de défense – Pays du G8

(Personnel par 100 000 habitants)



(Personnel au 1 000 km²)



Source : Janes's Information Group; Statistique Canada; Bundazfinanzministerium, Germany; Bureau du directeur parlementaire du budget.

Nota : Les chiffres pour le personnel militaire ne comprennent pas la réserve. La structure de la défense varie d'un pays à l'autre; les rôles des douanes, des autorités des transports, de la police d'État, de la garde fédérale et des services secrets peuvent se chevaucher selon les définitions et les rôles.

Annexe B : Inducteurs de coût de la sécurité des sommets

Les inducteurs de coût ci-dessous ont été établis en consultation avec des experts de la sécurité. La liste n'est pas exhaustive et la sensibilité des inducteurs de coût varie.

Évaluation globale de la menace

L'évaluation de la menace se fait habituellement par l'agence de sécurité du pays hôte, le SCRS dans le cas du Canada, et elle comporte généralement des consultations avec d'autres grands gouvernements. Par exemple, pour les Jeux du Commonwealth à Delhi en octobre, le gouvernement indien a consulté le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, et les États-Unis.

Menaces connues, particulières et crédibles

L'évaluation globale correspond à un ensemble de facteurs, mais il y a des éléments particuliers de l'évaluation des menaces. Pour les sommets du G8 et du G20 en 2010, les manifestants seraient considérés comme une menace connue et une partie des opérations de sécurité servirait à contrer cette menace particulière. Les types de menaces particulières influent sur l'ampleur et le type des effectifs et du matériel de sécurité qui sont déployés (police, équipes d'intervention, tireurs, forces spéciales, etc.).

Nombre et types de lieux

Plus le nombre de lieux à protéger est élevé, plus le coût de la sécurité augmente. L'évaluation des lieux – pas toujours très simple – comprend le nombre et le type d'entrées, la proximité des autres immeubles, l'espace nécessaire pour établir un périmètre de sécurité, l'accès souterrain des véhicules, la ville ou la campagne. Il est plus facile de protéger des immeubles isolés, éloignés d'autres immeubles, entourés de vastes espaces, donnant une bonne vue des véhicules ou des personnes qui s'approchent, etc.

Durée

Plus la durée est longue, plus les coûts de la sécurité sont élevés. Un autre facteur est la durée de séjour des divers membres des délégations, p. ex. deux jours pour les dirigeants, une semaine pour les ministres des Finances, deux semaines pour les forces de sécurité et les sherpas des pays invités, etc.

Période d'isolement

La durée de l'accès exclusif aux lieux et de la protection contre un accès non autorisé se prolonge parfois des semaines, voire des mois avant la date de l'événement. La période d'isolement a un coût financier. Bloquer des chambres pendant une longue période coûte relativement cher.

Utilisation passée

Si l'événement a déjà eu lieu au même endroit, une grande partie de la planification antérieure sera encore utile. Des événements pertinents ou semblables au même endroit peuvent réduire considérablement les coûts totaux de la sécurité.

Transport

La durée, la fréquence et les types de transport utilisés par les principales cibles influenceront fortement sur les coûts de la sécurité. Le transport est aussi lié au type de lieu, dans les régions rurales, les distances à parcourir sont plus grandes, mais les villes peuvent être considérées plus risquées pour les transports.

Principales cibles

Les principales cibles désignent généralement le nombre et la nature (le risque) des dirigeants nationaux ou d'autres étrangers protégés qui assisteront à l'événement. Un G8 comptera moins de cibles principales qu'un G20, mais les principales cibles du G8 peuvent avoir un profil plus élevé, du point de vue de la sécurité.

Cibles secondaires

En plus des dirigeants des pays ou leurs équivalents, il y a habituellement une liste de cibles secondaires. Le nombre et le type de cibles secondaires qui seront protégées sont une décision de politique en matière de sécurité.

Nombre et nature des délégations (autres participants)

Les cibles principales et secondaires sont accompagnées d'importantes délégations. Le nombre, la taille et la nature de ces délégations influent fortement sur les coûts. Les délégations comprennent habituellement les ministres des finances, les dirigeants des banques, des sous-ministres, des sherpas et leur personnel. (Certaines de ces personnes peuvent être considérées comme des cibles principales ou secondaires.) D'autres participants dont il faut tenir compte dans les estimations des besoins de sécurité comprennent les médias, les manifestants et la population locale.

Marquage temporaire

Voici quelques exemples de besoins de marquage temporaire : postes de contrôle, barrières et clôture de périmètre, systèmes d'accréditation, barrages routiers. Trouver, acquérir, recevoir et entreposer ce matériel temporaire nécessaire peut représenter un coût important.

Perturbation de la collectivité

Les mesures de sécurité peuvent perturber considérablement la collectivité et les entreprises locales. La perte de chiffre d'affaires justifie parfois une indemnisation, ce qui fait monter les coûts. Les fermetures de routes, les perturbations de la circulation, le blocage de quartiers d'une ville, les congés spéciaux, la diminution des affaires (taxis ou restaurants dans les zones touchées, etc.) ne sont que quelques exemples. De même, il peut y avoir une augmentation du nombre de touristes, de manifestants et de journalistes, qui amplifie les perturbations.

Culture de la sécurité

Il y a dans le domaine de la sécurité une certaine culture, essentiellement le syndrome « pas dans ma cour ». Se renvoyer la balle a tendance à accroître les coûts avec le temps, car les gouvernements justifient toutes les dépenses de réduction quelconque du risque pour la sécurité. Cette culture rend extrêmement difficile une évaluation des coûts et des avantages des mesures de sécurité; ce qui est nécessaire et ce qui l'est moins.

Résultats de la sécurité

Un autre facteur important des coûts de la sécurité est le résultat final; si des incidents surviennent et quelle en est leur nature, si la présence de la sécurité se fait sentir. Les sommets précédents se sont peut-être révélés peu coûteux parce que la sécurité n'a pas coûté cher et qu'il y avait effectivement un risque, que des incidents se soient produits ou non. (Ce n'est peut-être pas nécessairement un inducteur de coût, mais un facteur ponctuel de l'évaluation des coûts de la sécurité.)

Annexe C : Recherche sur les États-Unis³

Tableau C-1

Estimations des dépenses et des besoins en personnel – G20 de Pittsburgh et G8 de Sea Island

Organisation	G8 de Sea Island (2004)		G20 de Pittsburgh (2009)	
	Personnel	Coût total (milliers)	Personnel	Coût total (milliers)
Garde nationale	6 800	40 691 \$	2 500	34 982 \$
Police locale et d'État, FBI	5 400	39 916 \$	4 200	22 805 \$
Sécurité diplomatique	200	836 \$	200	627 \$
Service secret	500	2 090 \$	600	1 881 \$
Diverses sources	75	1 319 \$	125	2 274 \$
Autre personnel de sécurité USSS NSSE – autres que le personnel	500	2 404 \$	500	1 792 \$
Patrouille aérienne de combat		13 857 \$		5 514 \$
		38 460 \$		28 845 \$
Total	13 475	139 573 \$	8 125	98 719 \$

Sources : Crumpton Group; Parliamentary Budget Officer;

Nota : Les montants indiqués sont incomplets. Ils ne comprennent pas l'achat et/ou la location de matériel neuf ni les frais de transport du matériel et du personnel.

Le G20 a duré deux jours et le G8 en a duré trois.

Malheureusement, aucun organisme central ne possède des données complètes sur les coûts, puisque la sécurité a été coordonnée entre de multiples agences possédant leurs propres centres de coût, méthodes comptables et budgets. D'après les discussions avec les experts, la plus grande partie des coûts de la sécurité liés à l'organisation des sommets est liée au personnel, vu que les effectifs déployés sont assez importants. Les coûts du matériel varient beaucoup, parce qu'ils dépendent de ce qui est disponible sur place et de ce qui doit être transporté d'ailleurs. En outre, le type de lieu (centre-ville, île isolée ou centre de villégiature à la montagne) a une grande incidence sur les inducteurs de coût secondaires.

On peut affirmer qu'il y a eu un appui nettement moins grand du département de la Défense à Pittsburgh qu'à Sea Island, parce qu'il y avait un besoin opérationnel moins important du fait qu'il existait un plus vaste bassin de ressources humaines et matérielles dans les forces policières locales et d'État.

Dans le cas de Sea Island, environ 15 endroits ont été analysés et Sea Island a été choisi à cause de la sécurité (p. ex., une seule route reliant l'île). De plus, Sea Island était le premier événement du G8 à avoir lieu aux États-Unis après les événements du 11 septembre et les organisateurs ont grandement tenu compte des importantes manifestations anarchistes au sommet de 2001, à Gênes, en Italie. La sécurité a été le principal facteur du choix du lieu. Le plan de sécurité insistait énormément sur la nécessité de s'assurer que les routes d'évacuation aériennes, terrestres et maritimes restaient viables en tout temps.

³ The Crumpton Group, Washington, D.C; information obtenue au cours d'entrevues avec le personnel en cause, les experts de la sécurité, ou dans les documents budgétaires du gouvernement central et des recherches dans des sources libres.